

10 novembre 2017

1. Scénarios économiques compatibles avec le solde budgétaire estimé selon un intervalle de confiance à 70 % (M. Greg Fergus)

À la figure 6 de nos *Perspectives économiques et financières (PEF) d'octobre 2017*, le solde budgétaire estimé selon un intervalle de confiance à 70 % oscille, à l'exercice 2022-2023, entre un déficit de 30,5 milliards de dollars et un excédent de 10,8 milliards de dollars.

Nos intervalles de confiance sont calculés par simulation stochastique, autrement dit par des simulations répétées de nombreux (100 000) scénarios économiques différents postulant chacun un PIB réel, une inflation du PIB et des taux d'intérêt. De plus, nous incorporons les corrélations positives des chocs sur ces variables, suivant ce que révèlent les données historiques. Par conséquent, il existe une multitude de scénarios compatibles avec cet intervalle.

À titre d'exemple représentatif, le solde budgétaire le plus bas estimé dans l'intervalle à 70 % (-30,5 milliards de dollars) pourrait impliquer une croissance du PIB réel de 1,4 % en moyenne chaque année de 2017 à 2022 (ce qui est de 0,5 point de pourcentage inférieur à notre projection de référence de 2,0 %); une inflation du PIB de 1,5 % en moyenne chaque année de 2017 à 2022 (ce qui est de 0,5 point de pourcentage inférieur à notre projection de référence de 2,1 %); et des taux d'intérêt inférieurs de 30 points de base, en moyenne, chaque année de 2017 à 2022.

Pour le solde le plus élevé estimé dans l'intervalle à 70 % (10,8 milliards de dollars), on peut donner le scénario représentatif suivant : une croissance du PIB réel de 2,5 % en moyenne chaque année de 2017 à 2022 (ce qui est de 0,5 point de pourcentage supérieur à notre projection de référence de 2,0 %); une inflation du PIB de 2,6 % en moyenne chaque année de 2017 à 2022 (ce qui est de 0,5 point de pourcentage supérieur à notre projection de référence de 2,1 %); et des taux d'intérêt supérieurs de 30 points de base, en moyenne, chaque année de 2017 à 2022.

2. Taux de cotisation historique à l'assurance-emploi (M. Easter)

Le tableau ci-dessous présente les taux de cotisation à l'assurance-emploi historiques et projetés à l'extérieur du Québec (taux de base) et au Québec. Comme le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) remplace les prestations de maternité et les prestations parentales de l'assurance-emploi au Québec, la Commission de l'assurance-emploi prévoit une réduction en conséquence des primes des employeurs et des employés.

Taux de cotisation à l'assurance-emploi
par tranche de 100 \$ de gains

	Taux de base	Québec
1997	2,90	
1998	2,70	
1999	2,55	
2000	2,40	
2001	2,25	
2002	2,20	
2003	2,10	
2004	1,98	
2005	1,95	
2006	1,87	1,53
2007	1,80	1,46
2008	1,73	1,39
2009	1,73	1,38
2010	1,73	1,36
2011	1,78	1,41
2012	1,83	1,47
2013	1,88	1,52
2014	1,88	1,53
2015	1,88	1,54
2016	1,88	1,52
2017	1,63	1,27
2018	1,66	1,30
<i>2019</i>	<i>1,65</i>	<i>1,29</i>
<i>2020</i>	<i>1,65</i>	<i>1,29</i>
<i>2021</i>	<i>1,65</i>	<i>1,29</i>
<i>2022</i>	<i>1,65</i>	<i>1,29</i>
<i>2023</i>	<i>1,65</i>	<i>1,29</i>
<i>2024</i>	<i>1,65</i>	<i>1,29</i>

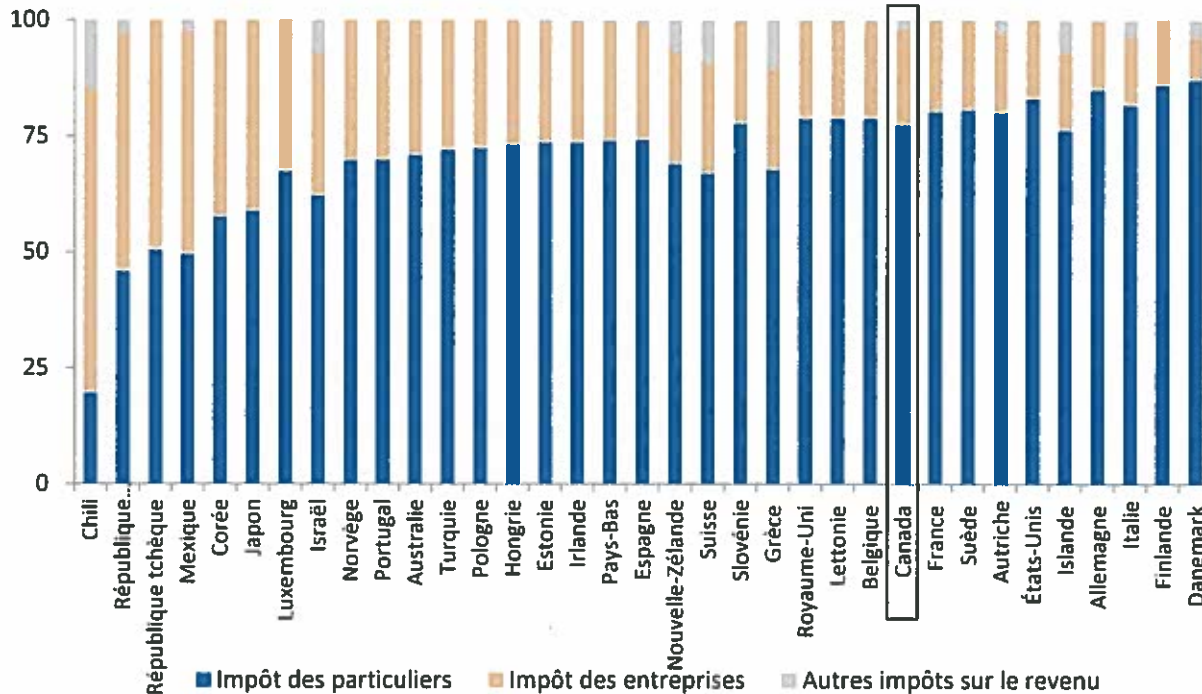
Note : Les projections du DPB sont en italique (2019 à 2024).

3. Comparaison internationale des éléments des recettes (M. Easter)

L'impôt sur le revenu représente 47 % des recettes totales du gouvernement du Canada¹, ce qui place le Canada au 5^e rang des pays de l'OCDE où cette proportion est la plus élevée. L'impôt sur le revenu des particuliers représente 37 % des recettes totales du gouvernement, et l'impôt des entreprises, 10 %.

Composition des recettes provenant de l'impôt sur le revenu, pays membres de l'OCDE, 2015

% des recettes totales provenant de l'impôt sur le revenu



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques et directeur parlementaire du budget.

Note : Les données datent de 2015 (sauf pour l'Australie, la Grèce, le Japon et la Pologne; les données de ces pays datent de 2014).

Au Canada, 77 % de l'impôt sur le revenu est prélevé sur les particuliers, 21 %, sur les entreprises, et 2 %, sur d'autres sources (les non-résidents).

¹ Les autres grandes catégories de recettes sont les cotisations de sécurité sociale, les cotisations sociales, l'impôt foncier et les taxes sur les produits et les services.

La composition des recettes dans les pays membres de l'OCDE, 2015

% du produit intérieur brut

	Recettes					
	Total	Autres que l'impôt sur le revenu	Impôt sur le revenu			
			Total	Particuliers	Sociétés	Autres
Allemagne	36,9	25,3	11,6	9,9	1,7	0,0
Australie	27,8	11,7	16,1	11,4	4,7	0,0
Autriche	43,5	30,6	13,2	10,6	2,3	0,4
Belgique	44,8	28,8	16,0	12,6	3,4	0,0
Canada	31,9	17,1	15,2	11,8	3,1	0,3
Chili	20,7	14,3	7,5	1,5	4,9	1,1
Corée	25,3	17,6	7,6	4,4	3,2	0,0
Danemark	46,6	18,6	29,2	25,4	2,6	1,1
Espagne	33,8	24,2	9,7	7,2	2,4	0,1
Estonie	33,6	25,7	7,9	5,8	2,1	0,0
États-Unis	26,4	13,4	12,9	10,7	2,2	0,0
Finlande	44,0	28,5	15,5	13,3	2,2	0,0
France	45,5	34,8	10,7	8,6	2,1	0,0
Grèce	36,8	29,0	8,7	5,9	1,9	0,7
Hongrie	39,4	32,5	6,9	5,0	1,9	0,0
Irlande	23,6	13,4	10,2	7,5	2,7	0,0
Islande	37,1	20,9	17,5	13,3	2,9	1,3
Israël	31,4	22,2	9,9	6,1	3,0	0,7
Italie	43,3	29,9	13,9	11,3	2,1	0,5
Japon	32,0	21,7	10,4	6,1	4,3	0,0
Lettonie	29,0	21,5	7,5	5,9	1,6	0,0
Luxembourg	37,0	23,5	13,4	9,0	4,4	0,0
Mexique	17,4	10,8	6,8	3,4	3,3	0,2
Norvège	38,1	23,1	15,0	10,4	4,5	0,0
Nouvelle-Zélande	32,8	15,8	18,1	12,5	4,4	1,2
Pays-Bas	37,8	27,3	10,5	7,7	2,7	0,0
Pologne	32,1	25,8	6,3	4,6	1,7	0,0
Portugal	34,5	24,0	10,5	7,3	3,2	0,0
Royaume-Uni	32,5	21,0	11,5	9,1	2,5	0,0
Slovaquie	32,3	25,6	6,9	3,2	3,5	0,2
Slovénie	36,6	30,0	6,6	5,1	1,5	0,0
Suède	43,3	27,9	15,5	12,5	3,0	0,0
Suisse	27,9	16,2	13,0	8,7	3,0	1,2
République tchèque	33,5	26,3	7,2	3,6	3,6	0,0
Turquie	30,0	23,9	6,1	4,4	1,7	0,0

Sources : Organisation de coopération et de développement économiques et directeur parlementaire du budget.

Note : Dans certaines catégories, les données de 2014 sont utilisées pour l'Australie, la Grèce, le Japon et la Pologne, celles de 2015 n'étant pas disponibles.